

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/272

5 juin 2001

(01-2755)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## EXAMEN DE LA LÉGISLATION

### Réponses des Philippines aux questions posées par le Canada, le Japon et la Suisse

Le Secrétariat a reçu, dans des communications de la Mission permanente des Philippines datées du 28 mai 2001, copie des réponses suivantes aux questions posées par le Canada, le Japon et la Suisse, lesquelles figurent dans les documents IP/C/W/261, 258 et 263 respectivement.

---

#### CANADA

1. *Quels recours possèdent les détenteurs de droits en cas de contrefaçon délibérée d'une marque de commerce ou de piratage de droits d'auteur à une échelle commerciale, au regard des dispositions de l'article 61 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et au regard d'autres dispositions?*

Pour ce qui est de la conformité à l'article 61, le droit des Philippines prévoit l'application de procédures pénales et de sanctions. Les détenteurs de droits de propriété intellectuelle peuvent engager une action pénale pour contrefaçon d'une marque de commerce ou piratage d'un droit d'auteur sans égard à l'aspect commercial de la contrefaçon ou du piratage.

Hormis les sanctions civiles et administratives imposées par la loi, la personne déclarée coupable de violation d'une marque de commerce est passible d'une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans et d'au plus cinq ans, ainsi que d'une amende d'au moins cinquante mille pesos (50 000) et d'au plus deux cent mille pesos (200 000).<sup>1</sup>

Quiconque viole un droit d'auteur ou se rend complice de la violation d'un droit d'auteur est coupable d'un crime justifiant l'une des peines suivantes:

- a) Un emprisonnement d'au moins un (1) an et d'au plus trois (3) ans ainsi qu'une amende d'au moins cinquante milles pesos (50 000) et d'au plus cent cinquante mille pesos (150 000) dans le cas d'une première infraction.
- b) Un emprisonnement d'au moins trois (3) ans et un (1) jour et d'au plus six (6) ans ainsi qu'une amende d'au moins cent cinquante mille pesos (150 000) et d'au plus cinq cent mille pesos (500 000) en cas de récidive.

---

<sup>1</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 170.

- c) Un emprisonnement d'au moins six (6) ans et un (1) jour et d'au moins neuf (9) ans ainsi qu'une amende d'au moins cinq cent cinquante mille pesos (500 000) et d'au plus un million cinq cent mille pesos (1 500 000) en cas de troisième récidive et plus.
- d) Les peines d'emprisonnement précédentes sont susceptibles de majoration en cas d'insolvabilité.<sup>2</sup>

Dans le calcul du nombre d'années d'emprisonnement et du montant de l'amende, le tribunal tient compte de la valeur des biens contrefaits que le défendeur a produits ou fabriqués ainsi que des dommages que le détenteur du droit d'auteur a subis par suite de la violation.<sup>3</sup>

Dès qu'il y a présomption de cause civile par suite de l'engagement des procédures pénales, le tribunal peut également accorder les mesures correctives provisoires suivantes:

#### Saisie-arrêt conservatoire

Dès l'institution des poursuites ou, subséquemment, à tout moment avant la consignation d'une décision, le demandeur ou toute autre partie légitime peut faire saisir les biens de la partie adverse à titre de caution en vue de désintéresser le créancier par jugement.<sup>4</sup>

La saisie-arrêt est considérée comme moyen d'exécution anticipée du jugement pour éviter que ne soit frustrée la partie triomphante.

#### Injonction conservatoire

Il s'agit d'une ordonnance rendue à toute étape de l'action ou de la procédure préalable au jugement final, enjoignant à une partie ou à un tribunal, à un organisme ou à une personne de s'abstenir d'accomplir un ou plusieurs actes donnés. L'injonction peut également prévoir l'exécution forcée d'un ou plusieurs actes précisés. Il s'agit alors d'une injonction positive provisoire, en ce sens qu'elle ordonne l'accomplissement de quelque chose.<sup>5</sup>

#### Mise sous scellé et destruction

Le tribunal peut ordonner, sur requête déposée à l'instance, la mise sous scellé des factures et d'autres pièces faisant état des ventes.<sup>6</sup>

Les objets contrefaits sont également susceptibles de destruction sans compensation durant la litispendance.<sup>7</sup>

---

<sup>2</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 217.1.

<sup>3</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 217.2.

<sup>4</sup> Règles de procédure civile (1997), Règle 57, art. 1.

<sup>5</sup> Règles de pratique (1964), Règle 58, art. 1.

<sup>6</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 156.2.

<sup>7</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), alinéa 216.1 d).

### Saisie et mise sous scellé

Le tribunal est habilité à ordonner la saisie et la mise sous scellé de tout article pouvant servir de preuve dans une procédure judiciaire.

#### *2. Quelle protection votre législation en matière de droits d'auteur accorde-t-elle aux œuvres d'origine étrangère?*

En adhérant aux conventions internationales, les Philippines observent le principe de la réciprocité. Ainsi, le ressortissant d'un pays qui est partie à une convention, un traité ou à un accord relatif à des droits de propriété intellectuelle ou à la répression de la concurrence déloyale, auquel les Philippines sont également parties ou dont le système juridique accorde des droits de réciprocité aux ressortissants philippins, quiconque y est domicilié ou y possède un véritable établissement industriel en exploitation, a droit à une protection dans toute la mesure nécessaire à l'application des dispositions de la convention, du traité ou des règles de droit réciproques, en sus des droits que peut par ailleurs exercer le détenteur d'un droit de propriété intellectuelle en vertu du Code de la propriété intellectuelle.<sup>8</sup>

Il en découle que toute condition, restriction, limite, diminution, modalité, sanction ou toute charge semblable imposée par les règles de droit d'un État étranger à un ressortissant philippin désireux d'obtenir la protection de ses droits de propriété intellectuelle dans ce pays, sera réciproquement rendue applicable aux ressortissants de cet État dans le ressort judiciaire des Philippines.<sup>9</sup>

Le déposant non résident doit nommer un mandataire résident par procuration spéciale l'autorisant à s'occuper de la demande d'enregistrement du droit d'auteur et de faire un dépôt en son nom auprès de la Bibliothèque nationale ou de la Bibliothèque de la Cour suprême, et de recevoir signification d'avis ou d'autres procédures légales relativement à la demande et au droit d'auteur. En cas de décès, d'absence ou d'incapacité du mandataire résident, le déposant doit nommer un nouveau mandataire résident par procuration spéciale en révoquant la procuration antérieure, et déposer l'avis correspondant et une copie de la procuration auprès de la Bibliothèque nationale ou de la Bibliothèque de la Cour suprême.<sup>10</sup>

Les dispositions précédentes ont été adoptées afin de faciliter la signification d'avis et d'autres procédures légales pour les non-résidents de façon à ce qu'ils s'en prévalent.

Le respect du droit d'auteur est assuré par l'introduction d'instances judiciaires et administratives. L'instance judiciaire peut être soit civile soit pénale, ou les deux. Ces deux types d'instance ne sont pas exclusives l'une de l'autre et peuvent être engagées simultanément ou, au contraire, indépendamment l'une de l'autre.

Quiconque viole un droit d'auteur ou des droits voisins s'expose aux sanctions suivantes:

- a) Une injonction interdisant la poursuite de l'activité incriminée. Le tribunal peut également ordonner au défendeur de cesser l'activité en cause afin, entre autres, d'empêcher la pénétration sur le marché de marchandises importées

---

<sup>8</sup> Loi de la Rép. n° 8293, art. 3.

<sup>9</sup> Loi de la Rép. n° 8293, art. 231; Protection du droit d'auteur et règlements connexes, Règle 18.

<sup>10</sup> Protection du droit d'auteur et règlements connexes, Règle 5, art. 3.

comportant des éléments contrefaits, dès après la mise en circulation de ces marchandises.

- b) Payer au détenteur du droit d'auteur lésé ou à ses ayants droit ou ses héritiers les dommages-intérêts compensatoires, y compris les frais de justice et autres dépenses qu'il a encourues par suite de la violation du droit d'auteur, et verser par ailleurs une somme correspondant aux bénéfices que l'auteur de la violation a tirés de celle-ci. Pour faire la preuve des bénéfices, le demandeur n'a qu'à prouver le chiffre de ventes et c'est ensuite au défendeur de faire la preuve du détail du coût de revient revendiqué. Au lieu d'être tenu de dédommager le demandeur et de lui verser la contrepartie des bénéfices réalisés, le défendeur peut être condamné aux dommages-intérêts que le tribunal estime justes, et ces dommages-intérêts ne peuvent être assimilés à une pénalité.
- c) Remettre sous serment les factures et autres pièces attestant des ventes ainsi que tout article et l'emballage correspondant portant atteinte au droit d'auteur ainsi que le matériel utilisé pour leur confection, afin de les mettre sous scellé pendant la litispendance, aux conditions imposées par le tribunal.
- d) Remettre sous serment, en vue de leur destruction et sans compensation, tout exemplaire ou dispositif contrefait ainsi que les plaques, moules ou autre matériel de confection des exemplaires contrefaits, selon les directives du tribunal.
- e) Se conformer à toute autre condition, y compris le versement de dommages-intérêts moraux et exemplaires que le tribunal estime justes, fondés et équitables, et permettre la destruction des exemplaires contrefaits de l'œuvre, même en cas d'acquiescement au pénal.

Dans une action en contrefaçon, le tribunal est également habilité à ordonner la saisie et la mise sous scellé de tout article pouvant servir de preuve dans une instance judiciaire.<sup>11</sup>

Quiconque se rend coupable de violation de droits d'auteur ou de droits voisins, ou de complicité dans une telle violation, encourt les peines suivantes:

- a) Un emprisonnement d'au moins un (1) an et d'au plus trois (3) ans ainsi qu'une amende d'au moins cinquante mille pesos (50 000) et d'au plus cent cinquante mille pesos (150 000) pour une première infraction.
- b) Un emprisonnement d'au moins trois (3) ans et un (1) jour et d'au plus six (6) ans ainsi qu'une amende d'au moins cent cinquante mille pesos (150 000) et d'au plus cinq cent mille pesos (500 000) en cas de récidive.
- c) Un emprisonnement d'au moins six (6) ans et un (1) jour et d'au plus neuf (9) ans ainsi qu'une amende d'au moins cinq cent cinquante mille pesos (500 000) et d'au plus un million cinq cent mille pesos (1 500 000) en cas de troisième récidive et plus.

---

<sup>11</sup> Loi de la Rép. n° 8293, art. 216.

- d) Les peines d'emprisonnement précédentes sont susceptibles de majoration en cas d'insolvabilité.

Dans le calcul du nombre d'années d'emprisonnement et du montant de l'amende, le tribunal tient compte de la valeur des biens contrefaits que le défendeur a produit ou fabriqué ainsi que des dommages que le détenteur du droit d'auteur a subis par suite de la violation.<sup>12</sup>

Il y a aussi moyen de faire protéger des droits d'auteur en instituant un recours devant des instances administratives.

#### Ministère du commerce et de l'industrie

Le Ministère du commerce et de l'industrie connaît des plaintes en matière de violation des droits de propriété intellectuelle sans égard au montant total des dommages-intérêts réclamés, ou même en l'absence d'une réclamation en dommages-intérêts.<sup>13</sup>

#### Office de la propriété intellectuelle

Le détenteur d'un droit de propriété intellectuelle peut porter plainte à l'Office de la propriété intellectuelle (OPI) lorsque les dommages-intérêts réclamés sont d'au moins deux cent mille pesos (200 000).<sup>14</sup>

#### Régie des vidéogrammes

La Régie des vidéogrammes a compétence sur les violations mettant en cause des vidéogrammes, sans égard au montant des dommages-intérêts réclamés.<sup>15</sup>

#### Bureau des douanes

Sur demande écrite du Commissaire aux douanes, le Bureau des douanes peut suspendre la mise en circulation de marchandises importées contrairement à la loi.<sup>16</sup>

Parmi les recours administratifs, on compte:

1. L'imposition d'une amende d'au moins six mille pesos (6 000) et d'au plus cent mille pesos (100 000) ainsi que d'une peine non pécuniaire consistant en l'invalidation ou la révocation des licences ou permis pertinents, ainsi qu'en la confiscation des vidéogrammes touchés par la violation, selon ce que la Régie des vidéogrammes décide.<sup>17</sup>

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, art. 217.

<sup>13</sup> Arrêté minist. administratif n° 1 (2000).

<sup>14</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 10.

<sup>15</sup> Décret présidentiel n° 1987 (1985).

<sup>16</sup> Arrêté administratif des douanes n° 7-93 (1993) II.3; Loi de la Rép. n° 1937, alinéa 10.1 k).

<sup>17</sup> Règles et règlements refondus de la Régie des vidéogrammes, art. 21.

2. Les sanctions administratives suivantes sont celles que le secrétaire à l'industrie et au commerce ainsi que le directeur du Contentieux de l'Office de la propriété intellectuelle peuvent imposer:
- ordonnance de ne pas faire;
  - promesse de se conformer et de cesser la violation;
  - interdiction ou saisie des produits visés par la violation;
  - confiscation du matériel ayant servi à la confection des marchandises contrefaites, ainsi que de biens immeubles et meubles connexes;
  - amendes administratives;
  - annulation des permis, des licences ou de l'enregistrement accordés;
  - refus de délivrer tout permis, toute licence ou tout enregistrement en instance de délivrance;
  - dommages-intérêts;
  - mise à l'index;
  - autres peines et sanctions analogues.<sup>18</sup>
3. Les mesures correctives prévues dans les règles de pratique et que peut accorder le directeur du Contentieux de l'Office de la propriété intellectuelle à titre provisoire sont entre autres la saisie-arrêt<sup>19</sup> et l'injonction<sup>20</sup> conservatoires.
4. L'ordonnance conservatoire<sup>21</sup> et autres mesures conservatoires que le secrétaire à l'industrie et au commerce peut imposer.<sup>22</sup>

---

<sup>18</sup> Arrêté exécutif n° 913 (1983), Chap. III art. 6; Loi de la Rép. n° 8293, alinéa 10.2 b).

<sup>19</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 10, RRI sur les plaintes administratives, Règle 5, art. 1 et 3.

<sup>20</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 10, RRI sur les plaintes administratives, Règle 5, art. 1 et 6.

<sup>21</sup> Arrêté du Ministère de l'industrie et du commerce n° 69, Règle IX (1983), alinéa 49 A).

<sup>22</sup> Arrêté exécutif n° 913 (1983), art. 11.

## LE JAPON

### A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

1. *Veillez expliquer les exceptions ou les exemptions au traitement national et au traitement de la nation la plus favorisée prévues par la législation en matière de droit d'auteur et de droits voisins, s'il en est, dans la mesure autorisée par les articles 3 et 4 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.*

En adhérant aux conventions internationales, les Philippines observent le principe de la réciprocité. Ainsi, tout ressortissant d'un pays qui est partie à une convention, un traité ou à un accord relatif à des droits de propriété intellectuelle ou à la répression de la concurrence déloyale, auquel les Philippines sont également parties ou dont le système juridique accorde des droits de réciprocité aux ressortissants philippins, quiconque y est domicilié ou y possède un véritable établissement industriel en exploitation, a droit à une protection dans toute la mesure nécessaire à l'application des dispositions de la convention, du traité ou des règles de droit réciproques, en sus des droits que peut par ailleurs exercer le détenteur d'un droit de propriété intellectuelle en vertu du Code de la propriété intellectuelle.<sup>23</sup>

Il en découle que toute condition, restriction, limite, diminution, modalité, sanction ou toute charge semblable imposée par les règles de droit d'un État étranger à un ressortissant philippin désireux d'obtenir la protection de ses droits de propriété intellectuelle dans ce pays, sera réciproquement rendue applicable aux ressortissants de cet État dans le ressort judiciaire des Philippines.<sup>24</sup>

Le déposant non résident doit nommer un mandataire résident par procuration spéciale l'autorisant à s'occuper de la demande d'enregistrement du droit d'auteur et de faire un dépôt en son nom auprès de la Bibliothèque nationale ou de la Bibliothèque de la Cour suprême, et de recevoir signification d'avis ou d'autres procédures légales relativement à la demande et au droit d'auteur. En cas de décès, d'absence ou d'incapacité du mandataire résident, le déposant doit nommer un nouveau mandataire résident par procuration spéciale en révoquant la procuration antérieure, et déposer l'avis correspondant et une copie de la procuration auprès de la Bibliothèque nationale ou de la Bibliothèque de la Cour suprême.<sup>25</sup>

Les dispositions précédentes ont été adoptées afin de faciliter la signification d'avis et d'autres procédures légales pour les non-résidents de façon à ce qu'ils s'en prévalent.

### B. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

2. *Veillez indiquer les mesures correctives que peuvent accorder les instances judiciaires en matière de droits d'auteur et de droits voisins, y compris les injonctions, les dommages-intérêts, la destruction ou la mise au rancart des biens contrefaits ainsi que des matériaux et instruments utilisés dans leur fabrication. Veillez également expliquer les méthodes et les critères retenus pour le calcul des dommages-intérêts.*

---

<sup>23</sup> Loi de la Rép. n° 8293, art. 3.

<sup>24</sup> Loi de la Rép. n° 8293, art. 231; Protection du droit d'auteur et règlements connexes, Règle 18.

<sup>25</sup> Protection du droit d'auteur et règlements connexes, Règle 5, art. 3.

Quiconque viole un droit d'auteur ou des droits voisins s'expose aux sanctions suivantes:

- a) Une injonction interdisant la poursuite de l'activité incriminée. Le tribunal peut également ordonner au défendeur de cesser l'activité en cause afin, entre autres, d'empêcher la pénétration sur le marché de marchandises importées comportant des éléments contrefaits, dès après la mise en circulation de ces marchandises.
- b) Payer au détenteur du droit d'auteur lésé ou à ses ayants droit ou ses héritiers les dommages-intérêts compensatoires, y compris les frais de justice et autres dépenses qu'il a encourues par suite de la violation du droit d'auteur, et verser par ailleurs une somme correspondant aux bénéfices que l'auteur de la violation a tirés de celle-ci. Pour faire la preuve des bénéfices, le demandeur n'a qu'à prouver le chiffre de ventes et c'est ensuite au défendeur de faire la preuve du détail du coût de revient revendiqué. Au lieu d'être tenu de dédommager le demandeur et de lui verser la contrepartie des bénéfices réalisés, le défendeur peut être condamné aux dommages-intérêts que le tribunal estime justes, et ces dommages-intérêts ne peuvent être assimilés à une pénalité.
- c) Remettre sous serment les factures et autres pièces attestant des ventes ainsi que tout article et l'emballage correspondant portant atteinte au droit d'auteur ainsi que le matériel utilisé pour leur confection, afin de les mettre sous scellé pendant la litispendance, aux conditions imposées par le tribunal.
- d) Remettre sous serment en vue de leur destruction et sans compensation tout exemplaire ou dispositif contrefait ainsi que les plaques, moules ou autre matériel de confection des exemplaires contrefaits, selon les directives du tribunal.
- e) Se conformer à toute autre condition, y compris le versement de dommages-intérêts moraux et exemplaires que le tribunal estime justes, fondés et équitables, et permettre la destruction des exemplaires contrefaits de l'œuvre, même en cas d'acquiescement au pénal.

Dans une action en contrefaçon, le tribunal est également habilité à ordonner la saisie et la mise sous scellé de tout article pouvant servir de preuve dans une instance judiciaire.<sup>26</sup>

Quiconque se rend coupable de violation de droits d'auteur ou de droits voisins, ou de complicité dans une telle violation, encourt les peines suivantes:

- a) Un emprisonnement d'au moins un (1) an et d'au plus trois (3) ans ainsi qu'une amende d'au moins cinquante mille pesos (50 000) et d'au plus cent cinquante mille pesos (150 000) pour une première infraction.
- b) Un emprisonnement d'au moins trois (3) ans et un (1) jour et d'au plus six (6) ans ainsi qu'une amende d'au moins cent cinquante mille pesos (150 000) et d'au plus cinq cent mille pesos (500 000) en cas de récidive.

---

<sup>26</sup>Loi de la Rép. n° 8293, art. 216.



- c) Un emprisonnement d'au moins six (6) ans et un (1) jour et d'au plus neuf (9) ans ainsi qu'une amende d'au moins cinq cent cinquante mille pesos (500 000) et d'au plus un million cinq cent mille pesos (1 500 000) en cas de troisième récidive et plus.
- d) Les peines d'emprisonnement précédentes sont susceptibles de majoration en cas d'insolvabilité.

Dans le calcul du nombre d'années d'emprisonnement et du montant de l'amende, le tribunal tient compte de la valeur des biens contrefaits que le défendeur a produit ou fabriqué ainsi que des dommages que le détenteur du droit d'auteur a subis par suite de la violation.<sup>27</sup>

## LA SUISSE

### A. MARQUES DE COMMERCE

1. *Veuillez indiquer si votre législation comporte des règles précises régissant les dimensions à respecter pour les marques de commerce apposées sur un produit pharmaceutique. Dans l'affirmative, veuillez expliquer en quoi ces règles sont compatibles avec l'article 20 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.*

La législation des Philippines ne régit pas les dimensions des marques de commerce apposées sur les produits pharmaceutiques.

### B. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

2. *Veuillez expliquer en détails comment votre législation protège les indications géographiques.*

Une marque de commerce ne peut pas être enregistrée si elle est susceptible d'induire le public en erreur surtout quant à la nature, la qualité, les caractéristiques ou la provenance géographique des marchandises ou des services en cause, ou si la marque consiste exclusivement en des signes ayant une signification générique à l'égard des marchandises ou des services qu'ils sont censés identifier.<sup>28</sup>

Quiconque utilise dans le commerce une fausse indication d'origine quant à des marchandises ou des services, ou quant à un contenant de marchandises, s'expose à une poursuite civile en dommages-intérêts ainsi qu'à une injonction.<sup>29</sup>

Le contrevenant s'expose également à des peines variant entre deux et cinq ans d'emprisonnement et une amende variant entre cinquante mille pesos (50 000) et deux cent mille pesos (200 000). Lorsque l'engagement de poursuites pénales déclenche la présomption de cause civile, le tribunal peut accorder les mesures correctives provisoires suivantes:

---

<sup>27</sup> *Ibid.*, art. 217.

<sup>28</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 123, alinéas g) et h).

<sup>29</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), alinéa 169.1 b).

### Saisie-arrêt conservatoire

Dès l'institution des poursuites ou, subséquentement, à tout moment avant la consignation d'une décision, le demandeur ou toute autre partie légitime peut faire saisir les biens de la partie adverse à titre de caution en vue de désintéresser le créancier par jugement.<sup>30</sup>

La saisie-arrêt est considérée comme moyen d'exécution anticipée du jugement pour éviter que ne soit frustrée la partie triomphante.

### Injonction conservatoire

Il s'agit d'une ordonnance rendue à toute étape de l'action ou de la procédure préalable au jugement final, enjoignant à une partie ou à un tribunal, à un organisme ou à une personne de s'abstenir d'accomplir un ou plusieurs actes donnés. L'injonction peut également prévoir l'exécution forcée d'un ou plusieurs actes précisés. Il s'agit alors d'une injonction positive provisoire, en ce sens qu'elle ordonne l'accomplissement de quelque chose.<sup>31</sup>

### Mise sous scellé et destruction

Le tribunal peut ordonner, sur requête déposée à l'instance, la mise sous scellé des factures et d'autres pièces faisant état des ventes.<sup>32</sup>

Les objets contrefaits sont également susceptibles de destruction sans compensation durant la litispendance.<sup>33</sup>

### Saisie et mise sous scellé

Dans une action en contrefaçon, le tribunal est également habilité à ordonner la saisie et la mise sous scellé de tout article pouvant servir de preuve dans une instance judiciaire.

Les sanctions administratives suivantes sont celles que le secrétaire à l'industrie et au commerce ainsi que le directeur du Contentieux de l'Office de la propriété intellectuelle peuvent imposer:

- ordonnance de ne pas faire;
- promesse de se conformer et de cesser la violation;
- interdiction ou saisie des produits visés par la violation;
- confiscation du matériel ayant servi à la confection des marchandises contrefaites, ainsi que de biens immeubles et meubles connexes;
- amendes administratives;

---

<sup>30</sup> Règles de procédure civile (1997), Règle 57, art. 1.

<sup>31</sup> Règles de pratique (1964), Règle 58, art. 1.

<sup>32</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 156.2.

<sup>33</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), alinéa 216.1 d).

- annulation des permis, des licences ou de l'enregistrement accordés;
- refus de délivrer tout permis, toute licence ou tout enregistrement en instance;
- dommages-intérêts;
- mise à l'index;
- autres peines et sanctions analogues.<sup>34</sup>

Les mesures correctives prévues dans les règles de pratique que peut accorder le directeur du Contentieux de l'Office de la propriété intellectuelle à titre provisoire sont entre autres la saisie-arrêt<sup>35</sup> et l'injonction conservatoires<sup>36</sup>, en sus de l'ordonnance conservatoire que peut rendre le secrétaire à l'industrie et au commerce<sup>37</sup> et des autres mesures conservatoires qu'il peut prendre.<sup>38</sup>

Les marchandises comportant une fausse indication d'origine sont interdites d'importation aux Philippines ou d'entrée à un bureau de douanes des Philippines.<sup>39</sup>

De plus, l'adresse du fabricant, de l'importateur et du ré-emballeur d'un produit de consommation, aux Philippines ou dans le pays de fabrication dans le cas d'un produit importé, fait partie des exigences minimales en matière d'étiquetage applicables à ces produits de consommation.<sup>40</sup>

## C. BREVETS

3. *Votre législation protège-t-elle toutes les catégories de produits par voie de brevet ou existe-t-il des exceptions? Dans l'affirmative, veuillez expliquer en détails de quelles exceptions il s'agit et en quoi elles sont conformes à l'article 27 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Dans le domaine des produits pharmaceutiques, les nouvelles applications de substances connues sont-elles brevetables en vertu de votre législation?*

Toute solution technique à un problème dans un domaine d'activités humaines qui innove, comporte un élément d'invention et qui est susceptible d'application industrielle est brevetable. Cette solution peut porter directement ou indirectement sur un produit ou un procédé, ou sur l'amélioration de l'un d'eux.<sup>41</sup>

---

<sup>34</sup> Arrêté exécutif n° 913 (1983), Chap. III, art. 6; Loi de la Rép. n° 8293, alinéa 10.2 b).

<sup>35</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 10, RRI sur les plaintes administratives, Règles 5, art. 1 et 3.

<sup>36</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 10, RRI sur les plaintes administratives, Règle 5, art. 1 et 6.

<sup>37</sup> Arrêté du Ministère de l'industrie et du commerce n° 69, Règle IX (1983), alinéa 49 A).

<sup>38</sup> Arrêté exécutif n° 913 (1983), art. 11.

<sup>39</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 169.2.

<sup>40</sup> Loi de la Rép. n° 7394, art. 77.

<sup>41</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 21.

Les cas suivants ne sont pas brevetables:

- a) Les découvertes, les théories scientifiques et les procédés mathématiques.
- b) Les démarches, les règles et les méthodes servant à exécuter des activités mentales, à jouer des jeux, à faire des affaires ainsi que les programmes d'ordinateur.
- c) Les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales pour le traitement des personnes ou des animaux. Cette disposition ne s'applique pas aux produits et aux composés chimiques utilisés dans l'application de ces méthodes.
- d) Les variétés végétales ou les espèces animales, ou les procédés essentiellement biologiques servant à la production de végétaux et d'animaux. Cette disposition ne s'applique pas aux micro-organismes ni aux procédés non-biologiques et micro-biologiques.
- e) Les créations esthétiques.
- f) Tout ce qui est contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs.<sup>42</sup>

Selon l'alinéa 27:3 b) de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, les pays membres doivent assurer la protection des variétés végétales au moyen de brevets, d'un système *sui generis* efficace ou par toute combinaison de ces procédés. Le Code de la propriété intellectuelle énonce clairement que la Chambre des représentants peut adopter des dispositions législatives visant la protection *sui generis* des variétés végétales et des espèces animales, et prévoyant l'établissement d'un régime de protection communautaire des droits intellectuels.<sup>43</sup> À l'heure actuelle, les dispositions législatives proposées en vue de l'établissement d'un système *sui generis* de protection des variétés végétales ont été déposées devant le parlement des Philippines. Il s'agit notamment du projet de loi de la Chambre des représentants n° 10654 et du projet de loi du Sénat n° 1912.

Les substances pharmaceutiques sont considérées comme des produits et à ce titre sont brevetables. La substance pharmaceutique qui fait l'objet d'une amélioration devient brevetable en tant que produit nouveau. L'application nouvelle d'une substance connue est brevetable si on peut lui attribuer les améliorations suivantes:

- le premier usage médical d'une substance ou d'un composé chimique connu, à condition toutefois que la substance ou le composé n'ait pas été auparavant divulgué pour usage en chirurgie, en thérapie ou pour des méthodes diagnostiques sur un corps humain ou animal;
- un composé chimique comportant l'élément connu mais qui est destiné à un deuxième usage médical, à condition toutefois de satisfaire aux critères de nouveauté et d'innovation;
- les composés chimiques synergistes dont l'un des éléments, ou les deux éléments, sont connus et dont l'usage de chacun en thérapie a déjà été décrit, à condition toutefois

---

<sup>42</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 22.

<sup>43</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 22.4.

que l'usage des deux éléments simultanément, séparément ou en série procure des résultats thérapeutiques nouveaux et inattendus;

- l'élément connu destiné à un usage thérapeutique, à condition toutefois que cet élément n'ait pas été divulgué auparavant comme ayant en soi un effet thérapeutique mais qu'il ait été simplement connu auparavant comme constituant l'un des éléments seulement d'un composé médicinal qui n'agissait qu'en combinaison avec l'un ou plusieurs des ingrédients actifs pour le traitement d'une autre maladie;
- l'usage de la substance connue comme médicament, à condition toutefois de pouvoir divulguer une première application médicale;
- l'usage de la substance connue dans le but de fabriquer un médicament destiné à guérir une maladie.

4. *Veillez indiquer si les micro-organismes sont brevetables en vertu de votre législation. Veillez expliquer à cet égard les parties pertinentes de votre législation.*

Les micro-organismes sont brevetables. Les micro-organismes sont des produits issus de procédés micro-biologiques et, à ce titre, brevetables, à condition d'être par ailleurs conformes aux critères de brevetabilité.

Les applications portant sur des micro-organismes sont assujetties aux dispositions spéciales énoncées aux règles 408 et 409. Si une invention porte sur un procédé micro-biologique ou le produit qui en résulte, et qu'il suppose l'usage d'un micro-organisme ou d'autre matériel biologique qui n'est pas disponible au public et ne se prête pas à une description dans la demande de brevet de façon à permettre à une personne du métier de réaliser l'invention, la divulgation de l'invention n'est pas considérée comme répondant aux critères de la suffisance, sauf si:

- une culture du matériel biologique a été déposée auprès d'un dépositaire international reconnu par l'Office de la propriété intellectuelle;
- le nom du dépositaire et le numéro de dossier de la culture déposée figurent dans la demande;
- la culture déposée est mise à la disposition de toute personne qui en fait la demande après la date de publication de la demande.

Si le matériel biologique n'est pas mis à la disposition du public et s'il ne se prêtait pas, dans la demande, à une description permettant à une personne du métier de réaliser l'invention, le déposant doit fournir les renseignements pertinents au sujet de la classification du matériel biologique et au sujet des différences notables par rapport au matériel biologique connu. Le déposant doit préciser toutes les caractéristiques morphologiques et physiologiques particulières relatives à l'identification et à la propagation du micro-organisme ou d'autre matériel biologique, ainsi que la dénomination taxinomique proposée.

5. *Veillez expliquer si votre législation comporte des dispositions régissant l'octroi de licences obligatoires. Dans l'affirmative, veuillez expliquer en détails les conditions dans lesquelles sont octroyées les licences obligatoires.*

Le Code de la propriété intellectuelle comporte tout un chapitre fixant les détails et les conditions d'octroi des licences obligatoires.

1. Nécessité d'une justification valable.

Une licence obligatoire ne peut être accordée que dans l'une des circonstances suivantes:

- a) situations d'urgence nationale ou autres circonstances d'urgence extrême;
- b) lorsque l'intérêt du public l'exige, notamment en ce qui concerne la sécurité nationale, l'alimentation, la santé ou le développement d'autres secteurs essentiels de l'économie nationale, selon ce que décide l'organisme compétent du gouvernement;
- c) lorsqu'une instance judiciaire ou administrative constate que le détenteur du brevet ou la personne à qui il l'a concédé exploite le brevet d'une façon anticoncurrentielle;
- d) lorsque le détenteur du brevet fait usage de celui-ci d'une façon publique et non commerciale sans justification satisfaisante;
- e) lorsque l'invention brevetée n'est pas appliquée commercialement aux Philippines bien qu'elle soit susceptible de l'être, sans justification valable; à condition toutefois que l'importation de l'article breveté constitue une application ou un usage de celui-ci.<sup>44</sup>

2. Nécessité pour le déposant d'essayer d'obtenir l'autorisation du détenteur du brevet

La licence obligatoire n'est accordée que si le déposant s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du brevet à des conditions commercialement raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un laps de temps raisonnable.<sup>45</sup>

3. Nécessité, dans le cas de semi-conducteurs, d'un usage public non commercial

Dans le cas de la technologie relative aux semi-conducteurs, une licence obligatoire n'est accordée que s'il s'agit d'un usage public non commercial ou d'un usage destiné à compenser une pratique jugée par des instances judiciaires ou administratives comme étant anticoncurrentielle.

4. Modalités administratives de la demande

La demande de délivrance d'une licence obligatoire doit s'effectuer par écrit, être cautionnée par le requérant et accompagnée des droits de délivrance connexes. Elle doit en outre porter les noms et adresses du requérant et des intimés, le numéro et la date de délivrance du brevet à l'égard duquel la licence obligatoire est demandée, le nom du détenteur du brevet, le titre de l'invention, les dispositions législatives sur lesquelles s'appuie la demande, un exposé justificatif des faits, ainsi que la mesure corrective désirée.<sup>46</sup>

---

<sup>44</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 93.

<sup>45</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 95.

<sup>46</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 98.

5. Autres exigences législatives à respecter

Si la demande est approuvée par le directeur du Contentieux, la délivrance de la licence obligatoire intervient sous réserve des conditions suivantes:

- a) l'étendue et la durée de validité de la licence se limitent aux fins auxquelles elle est accordée;
- b) la licence est non exclusive;
- c) la licence est incessible dans la mesure où ne se produit aucune cession de la partie de l'entreprise ou des activités commerciales dans le cadre desquelles l'invention est exploitée;
- d) les activités découlant de la licence sont principalement axées sur le marché des Philippines; toutefois, cette limitation ne s'applique pas lorsque la licence obligatoire est accordée aux motifs que le détenteur du brevet correspondant exploite celui-ci d'une façon que des instances administratives ou judiciaires ont jugée anticoncurrentielle;
- e) il peut être mis fin à la licence s'il est démontré que les circonstances ayant conduit à son octroi n'existent plus et ne sont pas susceptibles de se reproduire; toutefois, il convient en ce cas de protéger suffisamment les intérêts légitimes du détenteur de la licence;
- f) le détenteur du brevet a droit à une rémunération suffisante eu égard à la valeur économique de l'octroi ou de l'autorisation, sauf dans les cas où la licence obligatoire a été accordée pour pallier une pratique que des instances judiciaires ou administratives ont jugée anticoncurrentielle, auquel cas le besoin de corriger la pratique anticoncurrentielle peut être pris en compte dans le calcul du montant de la rémunération.<sup>47</sup>

6. *Veillez expliquer de quelle façon votre législation définit la notion de "pratique anticoncurrentielle" au regard de l'article 31 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Existe-t-il des décisions judiciaires ou administratives fixant la portée de cette expression? Dans l'affirmative, veuillez préciser de quelles décisions il s'agit et fournir des commentaires à leur égard.*

L'économie des Philippines est une économie de marché. C'est ce qui explique que le principe de la concurrence, et non celui du monopole, constitue la norme dans les affaires et dans le commerce. La notion de "pratique anticoncurrentielle" en droit philippin, bien que non définie législativement, a été suffisamment délimitée par l'énumération expresse de certains actes considérés comme étant nuisibles à la libre concurrence.

---

<sup>47</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 100.

Le principe de la libre concurrence est cristallisé dans la Constitution des Philippines de 1987, ainsi qu'en témoignent les dispositions suivantes:

"L'État reconnaît le rôle indispensable du secteur privé, encourage l'entreprise privée et favorise l'investissement".<sup>48</sup>

"L'État veille à réglementer, voire interdire, les monopoles lorsque l'intérêt du public l'exige. Les coalitions ayant pour effet de restreindre le commerce et la concurrence déloyale ne sont pas tolérées".<sup>49</sup>

Le Code pénal refondu (Loi n° 3815) établit des sanctions à l'égard des pratiques anticoncurrentielles, comme les monopoles et les coalitions, ayant un effet restrictif sur le commerce. Voici, à ce sujet, un éventail des dispositions pertinentes:

1. "Quiconque s'engage par contrat ou autre convention, ou conspire pour former une coalition par fiducie ou autrement, à limiter la libre concurrence dans les affaires ou dans le commerce par des moyens artificiels.
2. Quiconque monopolise une marchandise ou une occasion d'affaires ou de commerce, ou forme une coalition avec une ou plusieurs autres personnes en vue de monopoliser une marchandise ou une occasion d'affaires ou de commerce afin d'en modifier le prix en répandant de fausses rumeurs ou en utilisant tout autre article d'une façon préjudiciable à la libre concurrence sur le marché.
3. Quiconque, en tant que fabricant, producteur ou transformateur d'une marchandise ou d'un article de commerce d'origine étrangère, soit pour son propre compte soit pour le compte d'autrui, comme grossiste ou comme détaillant, forme une coalition, conspire ou conclut de quelque façon un accord avec un tiers pareillement engagé dans la fabrication, la production, la transformation, l'assemblage ou l'importation de marchandises ou d'articles de commerce de ce genre, ou avec un tiers n'ayant pas d'engagement semblable, en vue d'effectuer des opérations nuisibles au commerce légitime ou en vue de provoquer une montée des prix dans une région quelconque des Philippines (...)." <sup>50</sup>

À ce jour, aucune décision judiciaire ou administrative portant sur des pratiques anticoncurrentielles en matière de droits de propriété intellectuelle n'est à signaler.

7. *Veillez indiquer si votre législation prévoit la révision judiciaire ou tout autre contrôle de la légalité des décisions d'instances administratives portant sur l'agrément des usages, au regard de l'article 31 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.*

---

<sup>48</sup> Constitution (1987), Chap. II, art. 20.

<sup>49</sup> Constitution (1987), Chap. XII, art. 19.

<sup>50</sup> Loi n° 3815 (1930), dans sa version modifiée, art. 186.



Les décisions du directeur du Contentieux de l'Office de la propriété intellectuelle en matière de délivrance de licences obligatoires sont susceptibles d'appel devant la Cour d'appel en un premier temps, et ensuite devant la Cour suprême.<sup>51</sup>

8. *Est-ce que votre législation, compte tenu de l'article 27:1 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce vu sous l'éclairage de l'article 31 de l'Accord, considère l'importation d'un produit comme équivalent à un usage du brevet correspondant (empêchant par là toute possibilité de délivrance d'une licence obligatoire dans le cas d'un produit importé)?*

Effectivement, l'importation d'un produit breveté constitue une exploitation ou un usage du brevet.<sup>52</sup>

9. *Votre législation comporte-t-elle des dispositions relatives au principe de l'inversion de la charge de la preuve dans des poursuites relatives à un brevet? Veuillez préciser les renvois législatifs pertinents.*

Effectivement. Le Code de la propriété intellectuelle dispose comme suit:

"Lorsque le brevet porte sur le procédé à suivre pour obtenir un produit donné, tout produit identique est présumé avoir été obtenu à l'aide du procédé breveté s'il s'agit d'un produit neuf ou s'il existe une forte probabilité que le produit identique a été réalisé à l'aide de ce procédé et que le détenteur du brevet n'a pas réussi, en dépit d'efforts raisonnables, à déterminer le procédé effectivement utilisé. En sommant le défendeur de prouver que le procédé utilisé pour obtenir le produit identique est différent du procédé breveté, le tribunal doit prendre les mesures nécessaires pour protéger, dans toutes les mesures du possible, les intérêts industriels et commerciaux de celui-ci."<sup>53</sup>

#### D. PROTECTION DE RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

10. *Veuillez expliquer en détails si votre législation assure la protection de renseignements non divulgués au sujet de tests ou d'autres données soumises par le déposant à l'organisme compétent de l'État dans le cadre de la procédure d'autorisation de marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique agricole, ceci afin de prévenir la divulgation de ces renseignements et leur usage déloyal par un concurrent, par exemple en interdisant à un deuxième déposant de s'appuyer sur les données originales du premier déposant ou d'y faire renvoi au moment de demander une autorisation de marché subséquente pour son propre produit. Votre législation comporte-t-elle des exceptions à la règle? Dans l'affirmative, dans quelles circonstances s'appliquent les exceptions en cause? Votre législation fixe-t-elle des limites à la protection accordée aux renseignements non divulgués portant sur les tests et les autres données du premier déposant?*

La Loi sur les aliments, médicaments et cosmétiques interdit un certain nombre d'actes dont la divulgation des renseignements protégés. Elle dispose, entre autres, comme suit:

"Le fait pour une personne de se servir à son propre avantage ou de révéler à des personnes autres que le secrétaire à la Santé ou aux agents ou aux employés du ministère de la Santé,

<sup>51</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), alinéa 7.1 b); Règles de pratique, Règles 43, 45 et 65.

<sup>52</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 93.5.

<sup>53</sup> Loi de la Rép. n° 8293 (1998), art. 78.

ou aux tribunaux dans les cas nécessaires lorsqu'il y a poursuite sous le régime de la présente loi, tout renseignement obtenu par l'application de l'article 9 ou des renseignements concernant toute méthode ou tout procédé qui, en tant que secret industriel, est à protéger."<sup>54</sup>

À titre d'exception, le secrétaire à la Santé peut faire publier des renseignements au sujet d'aliments, de médicaments, de dispositifs ou de cosmétiques dans des situations où il y a danger imminent pour la santé publique ou lorsqu'il y a fraude à l'égard des consommateurs. Le secrétaire à la Santé conserve le droit de recueillir les résultats des enquêtes menées par le ministère de la Santé, de les signaler et de les commenter.<sup>55</sup>

Encore tout récemment, le Bureau des aliments et médicaments a ordonné à tous ses employés de respecter le caractère confidentiel des renseignements non divulgués contenus dans les documents qu'ils ont à acheminer dans le cadre de leurs fonctions. Les contrevenants s'exposent à des peines administratives ainsi qu'à des poursuites pénales.<sup>56</sup>

En outre, la protection accordée aux renseignements non divulgués trouve également son fondement légal dans les lois à caractère général des Philippines, lesquelles disposent comme suit:

"Il incombe à l'État de protéger et d'assurer la reconnaissance, dans les délais fixés par la loi, des droits exclusifs que possèdent les scientifiques, les inventeurs, les artistes et autres citoyens doués sur leur propriété intellectuelle et sur leurs œuvres, notamment lorsque celles-ci profitent à la population en général."<sup>57</sup>

Le Code pénal refondu prévoit également des peines en cas de délit de divulgation de la part de fonctionnaires ayant la garde de documents, ainsi qu'en témoignent les dispositions suivantes:

"Divulcation de secrets par un fonctionnaire – Tout fonctionnaire qui révèle des secrets dont il a connaissance du fait de sa charge publique, ou qui remet illégalement des documents, ou des copies de ceux-ci, dont il a la charge et qu'il est tenu de ne pas diffuser..."<sup>58</sup>

"Fonctionnaire qui révèle des secrets d'un particulier – Tout fonctionnaire qui, du fait de sa charge, a connaissance de secrets appartenant à un particulier et qui révèle ces secrets..."<sup>59</sup>

Les particuliers s'exposent également à des poursuites pénales pour divulgation de secrets. En voici des exemples:

"Divulcation de secrets entachée d'abus de pouvoir... Tout chef de service, employé, commis ou serviteur qui, du fait de ses fonctions, a connaissance des secrets de son mandataire ou de son maître et qui révèle ces secrets..."<sup>60</sup>

---

<sup>54</sup> Loi de la Rép. n° 3720 (1963), Chap. VI, art. 11.

<sup>55</sup> Loi de la Rép. n° 3720 (1963), Chap. XI, art. 29.

<sup>56</sup> Arrêté du Bureau des aliments et médicaments n° 27-A, série 2001.

<sup>57</sup> Constitution (1987), Chap. XIV, art. 13.

<sup>58</sup> Code pénal refondu, art. 229.

<sup>59</sup> Code pénal refondu, art. 230.

<sup>60</sup> Code pénal refondu, art. 291.

"Divulgarion de secrets industriels... Le surveillant, l'employé ou l'ouvrier de toute manufacture ou autre établissement industriel qui révèle les secrets industriels appartenant à l'établissement, au détriment du propriétaire de celui-ci..."<sup>61</sup>

E. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

11. *Veillez indiquer les mesures correctives prévues dans votre législation qui sont destinées à servir de mesures dissuasives efficaces contre la violation de droits de propriété intellectuelle.*

Le système juridique des Philippines reconnaît les droits que possèdent les inventeurs, les artistes et autres citoyens doués sur leurs œuvres intellectuelles et prévoit des poursuites pénales, civiles et des mesures administratives, ainsi que des mesures corrective correspondantes, lesquelles constituent autant de dissuasifs efficaces contre toute violation des droits de propriété intellectuelle.

La Constitution de 1987

La Constitution des Philippines confie à l'État le soin de protéger et d'assurer la reconnaissance officielle, pour les délais fixés par la loi, des droits exclusifs que possèdent les scientifiques, les inventeurs, les artistes et autres citoyens doués sur leur propriété intellectuelle et leurs œuvres, surtout lorsque celles-ci profitent à la population en général.<sup>62</sup>

Loi de la République n° 8293

Le Code de la propriété intellectuelle institue l'Office de la propriété intellectuelle chargé d'administrer et de mettre en œuvre les politiques de l'État en matière de protection des droits de propriété intellectuelle. L'Office de la propriété intellectuelle a également pour rôle de coordonner les efforts entre organismes d'État et le secteur privé en vue de la formulation et de la mise en œuvre de plans et de politiques visant à renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle.

Le Code de la propriété intellectuelle autorise des poursuites pénales et civiles ainsi que des mesures administratives en cas de violation de la propriété intellectuelle. Il est possible, pendant le déroulement de ces instances, d'obtenir des mesures correctives provisoires, notamment la saisie-arrêt et l'injonction conservatoires, la mise sous scellé et destruction ainsi que la confiscation et mise sous scellé.

Les poursuites pénales donnent lieu à des peines d'emprisonnement et des amendes allant jusqu'à un million cinq cent mille pesos (1 500 000) ainsi qu'à des peines d'emprisonnement supplémentaires en cas d'insolvabilité.

Dans le cas d'actions civiles pour atteinte à un brevet, le tribunal peut accorder des dommages-intérêts allant jusqu'à trois fois la valeur des dommages effectivement subis; si la valeur des dommages ne peut être établie avec certitude, le tribunal peut accorder des dommages-intérêts au titre du manque à gagner en redevances non perçues.

Dans une action civile pour atteinte à une marque de commerce ou industrielle, le tribunal peut accorder des dommages-intérêts correspondant à une estimation raisonnable soit du manque à gagner du demandeur soit des bénéfices réalisés par le défendeur par suite de la contrefaçon. En cas de

---

<sup>61</sup> Code pénal refondu, art. 292.

<sup>62</sup> Art. 13, Chap. XIV.

difficulté à établir les dommages-intérêts, le tribunal peut accorder des dommages-intérêts correspondant à un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par le défendeur. Le montant des dommages-intérêts peut être doublé s'il y a eu intention véritable d'induire le public en erreur ou de perpétrer une fraude à l'endroit du demandeur.

Dans les actions pour atteinte à un droit d'auteur, le tribunal peut accorder des dommages-intérêts correspondant à la valeur effective des dommages subis, y compris la valeur des bénéfices que le contrevenant a pu réaliser par suite de l'atteinte, ou les dommages-intérêts que le tribunal estime juste dans les circonstances.

Le tribunal peut également condamner le défendeur à payer les frais d'avocat du demandeur et autres formes de dommages-intérêts comme, par exemple, des dommages-intérêts moraux, symboliques, tempérés, déterminés et exemplaires en compensation des actes illégitimes du défendeur.

Pour ce qui est des poursuites administratives, l'Office de la propriété intellectuelle connaît en première instance des plaintes pour violation des droits de propriété intellectuelle, à condition que la valeur totale des dommages-intérêts réclamés ne dépassent pas deux cent mille pesos (200 000).

#### Loi de la République n° 8792

Cette loi, également connue sous le titre de Loi sur le commerce électronique, régit la reconnaissance officielle et l'usage des opérations commerciales et non commerciales effectuées électroniquement, et prévoit des peines pour tout usage illicite de ce mode de communication. Cette loi assimile à un acte de piratage l'accomplissement, sans autorisation, des actes suivants: copier, reproduire, diffuser, distribuer, importer, utiliser, supprimer, modifier, substituer, altérer, emmagasiner, télécharger en amont ou en aval, communiquer, rendre public ou diffuser sur les ondes tout document protégé, signature électronique ou œuvre assujettie à droit d'auteur, y compris les œuvres protégées par la loi, au moyen de réseaux de télécommunications, dont Internet, d'une façon qui porte atteinte à des droits de propriété intellectuelle.

#### Décret exécutif n° 60

Le Décret exécutif n° 60 a institué un Comité chargé de coordonner les activités entre les différents organismes d'État intéressés aux droits de propriété intellectuelle avec pour mission d'effectuer ce qui suit:

- a) recommander des politiques et coordonner l'élaboration de politiques au sein du pouvoir exécutif du gouvernement en ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle et la répression de leur violation;
- b) coordonner les activités nécessaires entre les différents organes exécutifs, législatifs et judiciaires de l'État en vue de régler de façon résolue les problèmes engendrés par la violation et la contrefaçon des droits de propriété intellectuelle;
- c) obtenir l'assistance de toute direction, ministère, bureau, agence ou organe du gouvernement, y compris des sociétés appartenant au gouvernement ou contrôlés par celui-ci, dans la lutte aux actes de piratage et à la contrefaçon; cette assistance peut s'obtenir sous forme de détachement du personnel des organes intéressés, d'affectation de leurs installations et de leurs ressources afin de mieux prévenir, déceler et enquêter la violation des lois visées à l'alinéa d) ci-dessous, et d'engager des poursuites pénales et administratives;

- d) lancer et diriger, dans les meilleurs délais, des poursuites expéditives en cas de violation de droits d'auteur, de marques de commerce ou industrielle, de brevets d'invention et d'autres lois relatives à la propriété intellectuelle, ou dans tout autre cas de vol de propriété intellectuelle porté à l'attention du comité.

#### Arrêté administratif du Bureau des douanes n° 7-93

L'arrêté fixe les règles et les règlements destinés à prévenir l'importation de biens et de produits qui portent atteinte aux droits de propriété de détenteurs de brevets, de marques de commerce ou industrielles et de droits d'auteur protégés par la loi.

#### Décret présidentiel n° 1987

Le Décret présidentiel n° 1987 par lequel est instituée la Régie des vidéogrammes accorde à la Régie le pouvoir de superviser, de réglementer, d'accorder, de refuser ou d'annuler les permis d'importation, d'exportation, de production, de reproduction, de vente, de location, d'exposition ou de représentation de vidéogrammes. Par "vidéogramme", on entend en outre les vidéocassettes, les disques, les cassettes ou toute autre amélioration ou variante technique de ces dispositifs. La Régie a compétence pour connaître des violations relatives aux vidéogrammes.

Le Décret présidentiel n° 1987 et ses textes d'application obligent les personnes qui s'occupent de la production, de la reproduction, de l'importation, de l'exportation, de la distribution, de la vente, de la location ou de l'exposition en public de vidéogrammes à titre commercial de s'inscrire auprès de la Régie.

En outre, il est interdit à quiconque de faire affaires dans la production, la reproduction, l'importation, l'exportation, l'exposition, la distribution, la vente, la location ou l'exposition en public de vidéogrammes, sans obtenir au préalable un permis commercial de la Régie. Le permis commercial n'est délivré qu'aux personnes qualifiées inscrites auprès de la Régie, contre paiement des droits de délivrance prévus et pour la durée de validité fixée par la Régie.

La Régie ou son organe délégué est habilité, dans l'exercice de ses pouvoirs de réglementation et de surveillance, à avoir libre accès aux locaux commerciaux de tout réalisateur, reproducteur, distributeur, concessionnaire, détaillant et exposant en public de vidéogrammes afin d'inspecter ces vidéogrammes et d'en déterminer la conformité avec le Décret présidentiel n° 1987 ainsi qu'avec les règles et les règlements pertinents.

#### Projet de loi de la Chambre des représentants n° 11855

Ce projet de loi était à l'étude devant la Onzième législature avant l'ajournement de ses travaux en février dernier. Il sera déposé à nouveau devant la Douzième législature et a pour but d'élargir le champ de compétence de la Régie des vidéogrammes et de lutter contre le piratage dans les médias de divertissement aux Philippines.

Dans le projet de loi en question, on entend par "média de divertissement", les vidéogrammes, les phonogrammes, les logiciels de divertissement interactifs, les disques optiques, sans égard au protocole d'enregistrement pour peu qu'ils comportent l'enregistrement d'éléments audiophoniques ou visuels, la trame sonore de toute œuvre cinématographique, artistique ou non, de toute représentation, événement, œuvre musicale, littéraire ou autre. Les médias de divertissement comportant des œuvres musicales sont ceux qui comportent une représentation musicale audiovisuelle comme le vidéoke ou le karaoke, sans égard au protocole d'enregistrement et sans égard au fait qu'elle comporte ou non des images visuelles.

Pour ce qui est des disques optiques, le projet de loi s'appliquera à un certain type de médias optiques dont les compact disques (CD), les CD à mémoire morte, les CD polyvalents (DVD), les compact disques vidéos (VCD), les disques laser ou vidéodisques et toute variante technique de ces dispositifs actuellement connue ou qui sera développée ultérieurement.

12. *Veuillez faire état de toute mesure nouvelle prévue afin de rehausser les moyens de faire respecter la loi en matière de propriété intellectuelle dans votre pays, en insistant particulièrement sur les mesures à caractère pénal.*

Le gouvernement des Philippines est constamment à la recherche de solutions innovatrices pour améliorer les moyens de faire respecter la loi, que ce soit en adoptant de nouvelles dispositions législatives ou en établissant de nouvelles règles ou activités. Parmi ces nouvelles mesures, citons les suivantes:

1. Les lois récemment adoptées comme, par exemple, la Loi de la République n° 8792 ou la Loi sur le commerce électronique, lesquelles haussent le plafond des amendes en cas de violation de droits de propriété intellectuelle commise à l'aide d'un moyen de télécommunication, ainsi que l'application de peines spécifiques pour la cyber-criminalité comme le piratage en ligne ou autre.
2. La Chambre des représentants des Philippines est à étudier deux projets de loi portant sur la protection des droits de propriété intellectuelle:
  - a) Le projet de loi de la Chambre des représentants n° 9827 et le projet de loi du Sénat n° 1989 (les deux ayant été adoptés en troisième lecture) prévoient la protection des schémas de configuration de circuits intégrés en tant qu'œuvres constitutives de propriété intellectuelle. Le projet de loi a reçu la sanction de la présidente Gloria Macapagal-Arroyo en vue de sa promulgation immédiate et devrait être ratifié dès l'ouverture de la Douzième législature en juin 2001, en vue de recevoir la sanction définitive de la présidente et ainsi d'entrer en vigueur.
  - b) Le projet de loi de la Chambre des représentants n° 10654 (approuvé en troisième lecture) et le projet de loi du Sénat n° 1912, lesquels visent à établir une protection *sui generis* à l'égard des variétés végétales.
  - c) Le projet de loi de la Chambre des représentants n° 11855 intitulé "Loi sur la réglementation des médias de divertissement et sur les mesures de lutte au piratage", lequel élargit les pouvoirs et la compétence de la Régie des vidéogrammes afin d'englober les disques optiques, et augmente la sévérité des sanctions prévues en cas de violation de droits de propriété intellectuelle.
  - d) Le projet de loi de la Chambre des représentants n° 8916 sur la câblodistribution a été approuvé par la Chambre et le rapport du Comité sénatorial n° 382 en a recommandé l'adoption.
3. L'Office de la propriété intellectuelle a émis des règles et des règlements régissant les plaintes administratives pour violation de droits de propriété intellectuelle et a commencé à administrer ce recours le 26 avril 2001, date de la première Journée mondiale de la propriété intellectuelle.
4. Le 28 mai 2001, l'Office de la propriété intellectuelle doit commencer à s'occuper du règlement de différends en matière de paiements de transfert de technologie et de

violation de droits de propriété intellectuelle détenus par les d'auteurs à l'égard de la représentation publique et de la communication de leurs œuvres.

5. L'Office la propriété intellectuelle a lancé une campagne de sensibilisation du public très dynamique comportant les volets suivants:
    - l'intégration de la propriété intellectuelle dans le programme d'enseignement;
    - la tenue de colloques et d'ateliers un peu partout au pays;
    - la diffusion de capsules d'information, entre autres à la radio, à la télévision et par câblodistribution, afin de dissuader les gens de s'adonner au piratage
  6. Dialogue et consultations au sein du secteur public afin d'assurer un meilleur respect de la propriété intellectuelle:
    - le Comité présidentiel de coordination des organismes gouvernementaux en matière de droits de propriété intellectuelle tient des séances de concertation dans les régions et dans les provinces afin de permettre aux agents chargés de l'application de la loi, aux milieux d'affaires et aux consommateurs de se réunir pour échanger leurs expériences et les préoccupations au sujet du respect des droits de propriété intellectuelle et en vue de resserrer les liens de coopération et de collaboration axés sur la protection de la propriété intellectuelle;
    - le Comité présidentiel de coordination des organismes gouvernementaux en matière de droits de propriété intellectuelle réserve une partie de ses réunions mensuelles aux consultations avec les différents intervenants dans le domaine de la propriété intellectuelle, à savoir les détenteurs de droits d'auteur, les praticiens en propriété intellectuelle et les propriétaires de centres commerciaux afin de discuter de la protection des droits de propriété intellectuelle.
  7. L'Office de la propriété intellectuelle accorde de l'aide technique pour la création de sociétés d'administration de droits d'auteur, en vue de rehausser le respect des droits économiques qui reviennent aux détenteurs de droits d'auteur et de droits voisins.
  8. L'Office de la propriété intellectuelle recherche l'appui d'établissements financiers et remplit le rôle de coordinateur d'activités en vue de promouvoir le respect de la loi en matière de propriété intellectuelle au pays comme, par exemple, le projet d'élaboration des règles et règlements destinés à resserrer les mesures de contrôle à la frontière.
  9. Adhésion à des traités et conventions internationales visant la protection de droits de propriété intellectuelle comme, par exemple, le Traité de coopération en matière de brevets qui doit entrer en vigueur sur le territoire philippin le 17 août 2001 et les Traités Internet de l'OMPI qui doivent être soumis prochainement au Sénat des Philippines pour adhésion.
-